

Groupe pour une Suisse sans armée
Case postale, 3001 Berne
031 301 82 09

Contact: Eva Krattiger, 079 849 60 90

GSsA, Case postale, 3001 Berne

<<Anrede 1>>
<<Vorname>> <<Name>>
<<Anrede 2>>
<<Strasse (Mailing)>>
<<Zusatz (Mailing)>>
<<PLZ (Mailing)>> <<Ort (Mailing)>>

Berne, le 7 février 2018

Mesdames et Messieurs les conseillers-ères fédéraux-ales,
Monsieur le Président de la commission,
Mesdames et Messieurs les membres de la commission,

Un communiqué de presse du début du mois de novembre dernier indiquait que treize entreprises d'armement vous ont approchées formulant la demande de pouvoir réaliser des exportations vers des pays en guerre civile. Nous avons appris avec consternation qu'une délégation de ces entreprises avait été entendue lors d'une séance de la Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats (CPS-E) et qu'une suite allait être donnée à ces demandes. La semaine dernière, nous avons en effet été informés que le département compétent déposerait prochainement auprès du Conseil fédéral une demande de modification de la réglementation à ce sujet.

Aujourd'hui déjà, du matériel de guerre est exporté vers des pays impliqués dans un conflit armé, à la condition que les conflits n'aient pas lieu sur leur propre territoire. Ces exportations ne tiennent pas compte de la jurisprudence existante en la matière. L'exportation de matériel de guerre vers des États impliqués dans des conflits comporte de nombreux risques et ne contribue en aucun cas à un règlement pacifique de ces derniers. Alors que l'on peut présumer que le matériel exporté est effectivement utilisé et que des personnes sont tuées, le risque que ces armes soient utilisées à l'encontre des droits de l'Homme est non négligeable.

La politique suisse de neutralité ne peut pas se traduire par un soutien à l'industrie d'armement mettant en péril la stabilité d'autres pays. L'effet de nombreuses actions menées par le DFAE, par le biais de « bons offices », de processus de médiation ou de diplomatie en général, se verrait annulé si l'Ordonnance sur le matériel de guerre était assouplie. Selon l'UNHCR, les persécutions et la guerre poussent chaque jour 28 300 personnes à quitter leur foyer. L'exportation de matériel de guerre vers des zones en conflit ne contribuera en aucun cas à calmer la situation ou à chercher des solutions pacifiques aux conflits. Bien au contraire, une telle politique poussera toujours plus de personnes sur les chemins de l'exil.

Les motivations égoïstes et commerciales des demandes des entreprises d'armement ne prennent nullement en compte l'impact de leurs activités sur l'être humain. Elles placent les emplois suisses au-dessus des droits de l'Homme et de la stabilité internationale. Pourtant, une fois n'est pas coutume, la Suisse a des lois plus strictes que ses voisins européens en la matière. Notre pays pourrait donc jouer un rôle pionnier dans ce domaine politique majeur. Au vu des différents éléments exposés dans ce courrier, nous vous prions de considérer cette problématique dans sa globalité ainsi que de faire la pesée des différents intérêts de la Suisse à ce sujet. Ce faisant, nous vous demandons de ne pas accéder aux demandes de l'industrie de l'armement et de renoncer à tout allègement de la réglementation dans ce domaine.

En vous remerciant de prendre en compte nos préoccupations et en restant à votre disposition pour d'éventuelles informations complémentaires, veuillez agréer, Mesdames et Messieurs les conseillers-ères fédéraux-ales, Monsieur le Président de la commission, Mesdames et Messieurs les membres de la commission, nos salutations les plus respectueuses.



Eva Krattiger
Groupe pour une Suisse
sans armée (GSsA)



Mark Herkenrath
Alliance Sud



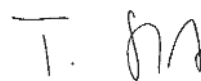
Heinz Bichsel
Le secteur OETN-Migration
des églises réformées
Berne-Jura-Soleure



Urs Sekinger
Brückenschlag
Zürich <-> Amed/Diyarbakir



Carmen Meyer
cfd –
L'ONG féministes pour la paix



Teres Steiger-Graf
comundo



Melanie Aebli
Juristes Démocrates
de Suisse



Dorothea Forster
Femmes protestantes
en Suisse



Bernd Nilles
Fastenopfer /
Action de Carême



Christoph Wiedmer
Société pour les peuples
menacés



Melchior Lengsfeld
HELVETAS
Swiss Intercooperation



Alex Sutter
humanrights.ch



Wolfgang Bürgstein
Justitia et pax



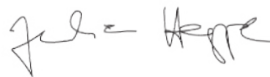
Karl Heuberger
Peace Watch Switzerland



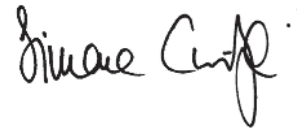
Andreas Missbach
Public Eye



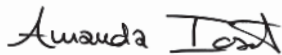
Hanna Götte
Religiös-Sozialistische
Vereinigung der Deutsch-
schweiz



Julia Hoppe
Schweizerische
Friedensbewegung



Simone Curau-Aeppli
Ligue suisse des femmes
catholiques



Amanda Ioset
Solidarité sans frontières



Aurora García
SOLIFONDS



Judith Schmid
Stand Up for Refugees



Jeremias Blaser
swissaid



Franziska Lauper
terre des hommes schweiz